Info Birmanie

Les Nouvelles de Birmanie

MARS 2009

Info Birmanie
74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél : 01 46 33 41 62

SOMMAIRE :

• **Actualités**

La visite d'un responsable américain, prémices à la nouvelle politique d'Obama?

La détention d'Aung San Suu Kyi déclarée illégale

La tuberculose tue autant que le VIH/Sida

• **Eclairage**

Le sort des migrants birmans

• **L'opposition birmane**

Le Burma Lawyers' Council

• **Projecteur sur…**

Manon Ott et Grégory Cohen photographes et auteurs de Rêves Sous Surveillance

• **Partenariat**

Cartes postales 'Birmans du Myanmar'

• **Passons à l'action**

Campagne pour la libération des prisonniers politiques

• **Nous soutenir, nous rejoindre**

Edito

Art et Engagement

Aragon, Picasso, pour ne citer qu'eux, ont montré la voie de l'engagement politique des artistes. Info Birmanie vous fait découvrir ce mois-ci des photographes engagés qui, à travers leurs œuvres, ne se contentent pas d'informer et de rendre compte d'une situation ou d'un évènement, mais prennent position et témoignent des drames vécus en Birmanie.

Pierre Torset, Manon Ott et Gregory Cohen ont chacun à leur façon la volonté de restituer ce qu'ils ont vu en Birmanie, et de partager avec le plus grand nombre ces images afin que chacun d'entre nous prenne conscience et ne demeure pas indifférent aux souffrances du peuple birman. Loin des photos misérabilistes, leurs intentions sont au contraire de montrer l'homme dans sa dignité, de valoriser les initiatives individuelles et communautaires et de révéler des séquences de vie.

Deux projets croisant les approches photographique et littéraire ont ainsi vu le jour :

- Birmans du Myanmar est une série de photographies autour du thème des Droits de l'Homme, chacune des photos en question reprenant de façon emblématique un problème social, économique et politique associé à la dictature militaire en Birmanie. Chaque carte est assortie d'un court texte, en prise directe avec les problèmes de la société birmane, et invite le lecteur à prendre lui-même position sur ces afflictions.
- Rêves Sous Surveillance est un ouvrage mêlant photographies, illustrations et textes pour illustrer le système de surveillance en Birmanie et les moyens de résistance de la population birmane. La finalité de ce projet artistique et militant est de mieux faire entendre les voix de ceux qui résistent, celles des intellectuels – artistes, écrivains ou journalistes de Rangoon qui font face à la censure – , celles de gens ordinaires, celles de ceux qui ont dû s'exiler ou rejoindre les camps de réfugiés en Thaïlande.

"*Photographie et engagement, un pari nécessaire et utile pour parler du monde et l'aimer*", disait Depardon (photographe humaniste et fondateur de l'agence GAMMA). Merci à Manon, Grégory et Pierre de nous parler de la Birmanie avec tant d'humanité.

Bonne lecture,

L'équipe d'**Info Birmanie**

Politique

Un responsable américain rencontre la junte et l'opposition

Entre les 24 et 26 mars derniers, un haut responsable américain s'est rendu en Birmanie. La visite de Stephen Blake est en fait la première d'un officiel américain en Birmanie depuis 1997. Il s'est entretenu avec un représentant de la junte et avec des responsables de la Ligue nationale pour la démocratie de l'opposante Aung San Suu Kyi. La visite inhabituelle du diplomate américain intervient alors que l'administration du président Barack Obama a déclaré chercher des moyens plus efficaces pour faire évoluer ce pays et aider sa population.

Stephen Blake, directeur des Affaires du Sud-Est asiatique au département d'Etat, a d'abord rencontré le ministre birman des Affaires étrangères, Nyan Win, à Naypyidaw. M. Blake s'est ensuite rendu à Rangoon au siège de la LND où il s'est entretenu pendant une heure avec les membres du comité central. M. Blake les aurait interrogés sur les opinions de la LND sur la situation politique récente et sur les élections prévues en 2010. *« Nous lui avons dit que nous n'avions pas décidé si nous y participerions ou non »*, a déclaré le porte-parole. Il a ajouté que M. Blake n'était *« pas porteur d'un message »* et qu'il n'avait pas évoqué le cas d' Aung San Suu Kyi.

Un responsable de l'ambassade des Etats-Unis a par ailleurs qualifié de « routine » la visite de M. Blake. *« Ce qu'il a fait durant ce voyage n'est pas différent que ce qu'il a fait dans d'autres pays et n'est pas différent de ce qu'ont fait d'autres directeurs »* (du département d'Etat), a déclaré ce responsable sous couvert d'anonymat. Le mois dernier, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait déclaré que Washington avait entrepris de « réexaminer » sa politique vis-à-vis de la Birmanie, après huit années de présidence de George W. Bush qui avait placé le régime des généraux parmi ses *« bêtes noires »*. Cette visite représente un signe supplémentaire que les Etats Unis, qui maintiennent des sanctions contre la Birmanie depuis 1988, sont en train de repenser leur position par rapport à ce pays.

La Thaïlande essaie de persuader les rebelles Karen de participer aux élections de 2010

Le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, Kasit Piromya, a annoncé qu'il acceptait d'engager des discussions avec l'Union Nationale Karen (KNU) au sujet de sa participation aux élections générales organisées par la junte en 2010. L'Union Nationale Karen et l'Armée de l'Etat Shan (SSA), qui ont rejeté la feuille de route politique de la junte, sont les deux principales factions armées encore en guerre contre le pouvoir central.

Selon Kasit Piromya, le gouvernement birman et les partis d'opposition sont en train d'explorer des solutions communes qui permettraient une plus large participation aux élections générales de 2010. Cependant, plusieurs voix au sein même de la communauté internationale ont déjà émis des doutes quant à la possibilité pour tous les partis de participer équitablement aux élections de 2010.

Nouveau soutien du gouvernement japonais aux élections

Le gouvernement japonais a récemment formé cinq officiels militaires birmans à l'organisation d'élections, en vue des élections de 2010. Le gouvernement japonais soutient la feuille de route en sept étapes de la junte birmane, pourtant décriée par de nombreuses organisations birmanes et internationales.

Selon Yuki Akimoto, une activiste du réseau japonais Burma Information Network, le soutien du Japon à l'organisation d'élections libres peut apporter des changements. « Mais le Japon, en tant que plus solide démocratie d'Asie, devrait aussi examiner de plus près la constitution de 2008 et faire pression pour l'adoption d'un processus de démocratisation plus complet ». Selon Mark Farmaner, de Burma Campaign UK, présent à la conférence de Nagoya, « le Japon pourrait jouer un rôle significatif dans le processus de démocratisation en Birmanie. » Avec 18.2 millions d'US dollar d'aides accordées à la Birmanie ces dernières années, le Japon représente le donateur le plus important. Seulement, en soutenant les élections prévues pour 2010, il participe au renforcement du pouvoir militaire en place.

Ce soutien à la junte s'explique essentiellement par le manque d'informations à disposition de gouvernement japonais sur la situation en Birmanie. La couverture médiatique sur la Birmanie est très faible au Japon, et le gouvernement ne se fit quasiment qu'aux informations fournies par son ambassade à Rangoon. Réticent à l'idée de discuter avec des membres de l'opposition, les membres du gouvernement japonais préfèrent avoir à faire aux officiels en fonction. Cela biaise leur jugement et éloigne la politique japonaise à l'égard de la Birmanie de la réalité de la situation. *« Je pense qu'il est vraiment important que le gouvernement japonais diversifie ses sources d'information »* affirme ainsi Mark Farmaner.

Santé

En Birmanie, la tuberculose et la malaria représenteraient une menace plus grande que le HIV/Sida

Un médecin d'un important fonds médical a déclaré que la trop grande attention accordée au VIH/Sida en Birmanie a pour conséquence un désintéressement pour la menace que représente par la tuberculose. Le Docteur Khin Swe Win du Fonds des Trois Maladies (*Three Diseases Fund*), dont le but est de réduire le nombre de cas de malaria, tuberculose et VIH/Sida en Birmanie, a déclaré que le pays a besoin de soutien financier pour combattre la tuberculose, et a exhorté la communauté internationale à une prise de conscience accrue de ce problème.

« Actuellement l'attention se porte sur le VIH/Sida mais en réalité la plupart des décès dans notre pays sont dus en premier lieu à la malaria, et en deuxième lieu à la tuberculose » a-t-il déclaré. *« Le taux de mortalité en raison du Sida est moins élevé que celui de ces deux maladies. »* Le taux d'infection de tuberculose le long de la frontière Birmano-Indienne est en augmentation constante depuis une décennie : *« Il y a dix ans une ou deux personnes par village était infectée par le virus de la tuberculose, et actuellement un tiers de la population de chaque village est porteur de la maladie ». « Cette situation est due en partie au fait que les campagnes gouvernementales anti-tuberculose n'atteignent pas ces régions. »* estime le Docteur Aung Kyaw Oo, président pour la région de Birmanie occidentale du Comité National Santé et Education en exil.

Sources: **DVB, Mizzima**

Nations unies et Communauté internationale

Birmanie: le rapporteur de l'ONU sur les droits de l'Homme maintenu

Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a renouvelé pour un an vendredi le mandat du rapporteur spécial des droits de l'Homme en Birmanie, Tomas Ojea Quintana, et appelé la junte au pouvoir à libérer tous les prisonniers politiques. La Chine, la Russie, l'Inde et d'autres pays asiatiques n'ont pas soutenu la résolution proposée par l'Europe vendredi, la jugeant de nature à radicaliser les positions sur la Birmanie. La junte militaire avait tenté de mettre fin au travail de M. Quintana en affirmant que la situation s'était améliorée en Birmanie.

La détention d'Ang San Suu Kyi viole aussi le droit birman, selon l'ONU

La privation de liberté prolongée de l'opposante Aung San Suu Kyi viole non seulement le droit international, mais aussi le droit birman, selon un avis juridique du Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies. La prix Nobel de la paix a passé 13 des 19 dernières années assignée à résidence, la junte militaire birmane prolongeant sa détention malgré les appels de la communauté internationale. « Le dernier renouvellement (2008) de l'ordre de placement de Mme Suu Kyi en résidence surveillée ne viole pas seulement le droit international mais également les lois intérieures de la Birmanie », note le document onusien adressé au gouvernement birman que s'est procuré Info Birmanie. Cette instance du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU note que la responsable de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) est détenue dans le cadre de la loi sur la protection de l'Etat de 1975 qui n'autorise le renouvellement des ordres d'arrestation que pendant un maximum de cinq ans. Cette période s'est terminée à la fin du mois de mai 2008.

Le HCR va intensifier ses opérations en Birmanie

Le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, António Guterres, s'est rendu en Birmanie du 7 au 12 mars 2009, et a effectué des visites à Naypyidaw ainsi qu'à Sittwe et Myeik, pour voir les opérations menées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans l'Etat du Nord-Rakhine et dans le sud-est du pays.

A Naypyidaw , António Guterres et les ministres birmans concernés ont convenu de l'importance d'une présence continue du HCR dans l'Etat du Nord-Rakhine et dans le sud-est du pays. En plus de son rôle de protection concernant le retour et la réintégration des populations réfugiées, le HCR s'est progressivement impliqué dans d'autres domaines en développant des activités humanitaires: santé, éducation, eau et assainissement, agriculture et infrastructures. Au vus des besoins immenses constatés dans la communauté des Rohingyas [cette ethnie de confession musulmane qui vit le long de la frontière avec le Bangladesh et à qui la junte birmane a retiré la citoyenneté], le Haut Commissaire a conclu que les programmes actuels du HCR dans l'Etat du Nord-Rakhine devraient être augmentés.

Le HCR souhaiterait également développer des activités dans le sud-est du pays, et ce point a été abordé lors d'une réunion politique à Naypyidaw. Contrairement aux ONG internationales qui négocient leur présence avec des ministères techniques (santé, agriculture), le HCR est contractuellement lié à un ministère beaucoup plus politique, celui de l'avancement des zones frontalières et des races nationales et des questions de développement. Ce ministère gère la question très sensible des zones frontalières et des minorités ethniques qui peuplent ces territoires.

Birmanie : l'Union européenne prête à atténuer les sanctions… si des progrès politiques sont constatés

L'Union européenne pourrait envisager d'alléger les sanctions sur la Birmanie si des progrès démocratiques étaient constatés a déclaré l'émissaire spécial de l'UE pour la Birmanie. *« Le Conseil européen a déclaré à plusieurs reprises être prêt à modifier les sanctions contre la Birmanie, voire à les suspendre, si des progrès allant dans le sens de nos objectifs étaient constatés »*, a estimé l'émissaire spécial de l'UE en Birmanie, Piero Fassino.

Une des conditions de l'Union européenne à un allègement des sanctions est la levée des restrictions à l'encontre de groupes d'opposition avant les élections prévues pour 2010. *« Il est impossible d'obtenir une élection libre et juste, si le leader de l'opposition est en prison »* a affirmé Piero Fassino. L'Union européenne a prévu de rencontrer le mois prochain les principaux officiels birmans. L'émissaire a précisé que *« si, dans le mois prochain, nous constatons une évolution positive, comme, par exemple, la mise en place de vraies garanties de démocratie, nous envisagerons un allègement des sanctions ».*

La déclaration coïncide avec la première visite en Birmanie d'un haut responsable américain depuis la création du Conseil d'Etat pour la Paix et le Développement (SPDC) en 1997, et indique la possibilité d'un assouplissement général de la politique de la communauté internationale à l'égard de la Birmanie.

Sources: AP, AFP

Eclairage:

Le sort des migrants birmans

Déplacés, réfugiés, sans statuts : les migrants birmans, entre retour impossible et survie précaire

Des migrations massives induites par l'oppression militaire, une situation humanitaire catastrophique et l'absence de toute perspective de développement

Si les chiffres totaux sont difficiles à estimer, on évalue à plus de trois millions le nombre de réfugiés dans les pays de la région : 2 millions en Thaïlande, et près de 1 million au Bangladesh, Chine, Inde, Malaisie, Indonésie. A ces flux de populations à l'extérieur des frontières s'ajoute un autre type de déplacement, au sein du territoire birman. Il y aurait au moins un million de déplacés internes à l'intérieur du pays (en anglais, *internally-displaced people*, IDPs). La plupart des déplacements (réfugiés et déplacés internes) sont une conséquence directe des crises qui secouent l'Est de la Birmanie, dans les Etats Shan, Karen et Karenni.

D'autres populations sont aussi concernées par le phénomène d'exode : Les Chins sont entre 60.000 et 80.000 à vivre le long de la frontière avec l'Inde. Les Rohingyas, apatrides depuis que la Birmanie leur a retiré la citoyenneté en 1983 sur fond de xénophobie, seraient plus de 150.000 au Bangladesh seulement, et plusieurs centaines de milliers ont émigré définitivement dans des pays musulmans.
Depuis l'indépendance de la Birmanie en 1947, le pays a toujours connu ces phénomènes de migrations internes, notamment en raison du conflit armé entre majorité bamar et minorités ethniques, mais le phénomène a pris une ampleur considérable aujourd'hui.

Réfugiés Rohingyas
Source : Huffingtonpost.com.

Cette amplification du phénomène s'est faite en trois étapes :

- Tout d'abord, dans les années 1980, avec la progression des troupes birmanes et la dégradation afférente des conditions de vie dans les zones peuplées par les minorités ethniques.
- Ensuite, avec la répression des années 1988-1990, qui a amené de nombreux opposants au régime à fuir le pays.
- Enfin, l'avancée de l'armée birmane dans les années 1995-1998, particulièrement dans l'est de la Birmanie, a provoqué une nouvelle étape dans la saignée démographique du pays.

Ces migrations forcées n'obéissent pas à une cause unique. Ces facteurs sont principalement liés au conflit armé, à la dégradation de la situation humanitaire et des conditions économiques. Les conflits armés qui opposent factions rebelles des minorités ethniques et armée nationale sont d'un genre particulier. Il ne faut pas, en effet, se figurer un affrontement entre deux armées entre lesquelles les civils se trouveraient pris en étau. En réalité, l'armée birmane vise prioritairement les civils, et non des guérillas faibles, mouvantes et mal équipées. Il est donc bien difficile de distinguer ce qui relève d'une stratégie de pénétration militaire proprement dite, et ce qui renvoie simplement au comportement d'une force d'occupation en territoire conquis.
Quoiqu'il en soit, la destruction des villages et des cultures vivrières, le recours aux mutilations et à la torture, l'enrôlement forcé des enfants dans l'armée, l'imposition du travail forcé aux villageois, le dépôt généralisé de mines antipersonnel, le harcèlement des civils dans la jungle, constituent bien souvent les motifs premiers des migrations. Les femmes se retrouvent particulièrement exposées, avec la pratique généralisée du viol comme arme de guerre.

(La suite page suivante)

Eclairage:

Le sort des migrants birmans

La situation dans les camps de réfugiés : précarité, violence et insécurité juridique

Les camps de réfugiés sont loin d'offrir un cadre rassurant satisfaisant et de répondre aux besoins fondamentaux (nourriture, hygiène et sécurité). Dans la plupart des pays limitrophes où les Birmans trouvent refuge, les autorités n'ont pas ratifié la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et des apatrides, c'est notamment le cas de la Thaïlande qui accueille l'essentiel des réfugiés birmans. Pis, en novembre 2005, un moratoire sur l'enregistrement des réfugiés en Thaïlande a été décidé, impliquant que toute personne ayant fui après cette date est inéligible à toute protection juridique. L'accès aux camps est refusé aux nouveaux arrivants, qui sont considérés comme migrants illégaux, donc sujets à arrestation et expulsion.

Camp de Mae La. Ce camp en Thaïlande ne comptait que 1.100 réfugiés en 1984. Il en compte désormais plus de 40.000.

Trois phénomènes majeurs sont facteurs de précarité : le manque d'accès aux services essentiels, les problèmes de sécurité et la protection contre l'arbitraire. Un accès malaisé à la nourriture, à l'eau ainsi que des conditions d'hygiène générales déplorables rythment le quotidien des camps. L'éducation se heurte également à de nombreuses difficultés, compromettant encore davantage les chances d'insertion future de ces populations. Ensuite, la violence est monnaie courante dans des camps qui n'offrent aucune perspective d'avenir et où la population vit en vase clos. Le désœuvrement, la désespérance et la violence latente favorisent la consommation d'alcool et de drogues. Enfin, l'accès à la justice et la protection contre l'arbitraire sont très limités. L'expulsion est redoutée par tous, en l'absence de garantie et de connaissance de droits.

La question du retour se pose de façon trop incertaine, *« Si les mines anti-personnelles ne sont pas enlevées et si les troupes du SPDC ne se retirent pas, nous ne pouvons pas rentrer chez nous. Tout ce que nous voulons est la paix et la sécurité pour retourner vivre dans notre village. »* confiait un réfugié karen en juin 2008.

La situation dans les pays d'accueil : une vulnérabilité structurelle.

Vivre et travailler en dehors des camps de réfugiés peut s'avérer périlleux. Les risques encourus se sont trouvés récemment tragiquement illustrés par la mort de 54 Birmans dans le sud de la Thaïlande, morts axphyxiés dans un conteneur frigorifique en avril dernier, alors qu'ils allaient travailler sur l'île de Phuket.

L'absence de protection légale et la clandestinité place les migrants en situation de grande vulnérabilité, qui se tournent alors vers les emplois informels en Thaïlande, Inde ou Bangladesh. Si les Karens, les Shans et les Karennis sont particulièrement exposés en Thaïlande, les Chins vivent dans la crainte permanente d'une expulsion en Inde, particulièrement dans le Mizoram. En Malaisie, ils ne sont pas autorisés à travailler. Seul un tiers arrive à trouver un emploi sur une base régulière dans le secteur informel, s'exposant alors à une exploitation sans merci. Les Rohingyas, musulmans du Nord-ouest, victimes de persécutions extrêmes en Birmanie sont la cible d'opérations de rapatriement forcé. L'ASEAN vient récemment d'annoncer sa volonté de renvoyer des centaines d'entre eux, répartis dans plusieurs pays de l'organisation, en Birmanie. En Thaïlande, horreurs, tortures et détentions arbitraires pratiquées par la police locale ont été récemment mises en lumière à la stupéfaction du monde entier.

Info Birmanie exhorte les agences humanitaires à accroître leur présence au sein des camps de réfugiés et dans les régions « sensibles » et vulnérables en Birmanie. **La première des priorités est le maintien et l'accroissement de l'aide humanitaire à l'intérieur du pays mais aussi aux frontières de la Birmanie.**

En parallèle, Info Birmanie invite la communauté internationale **(ASEAN, Union Européenne, Nations Unies) à** exiger du régime qu'il garantisse l'accès des organisations internationales aux zones les plus touchées par le conflit. Dans sa recherche de moyens de pression sur le régime, la communauté internationale pourrait **user de la notion de « Responsabilité de protéger »** (R2P). Selon les principes de la R2P, les Etats souverains ont le devoir de protéger leurs citoyens des crimes les plus graves commis le plus souvent lors de conflits armés : crimes de guerre, crimes contre l'humanité, nettoyage ethnique, génocide. Ce devoir de protection incombe à la communauté internationale lorsque les dirigeants n'assurent pas la protection de leur population, ce qui s'avère être le cas en Birmanie.

L'opposition birmane

Présentation d'un acteur du mouvement d'opposition à la dictature militaire

Ce mois ci: BLC — Burma Lawyers' Council

« En opposant la force de la loi à l'iniquité et l'oppression du système et en aidant à restaurer un Etat de droit, le Conseil des avocats birmans s'est donné pour objectif d'œuvrer à la transformation de la Birmanie en un pays où tous les citoyens jouiront d'une égale protection juridique dans un cadre constitutionnel démocratique et fédéral garantissant le respect des droits fondamentaux et des libertés publiques. »

C'est la devise de cette association de juristes basée à Mae Sot en Thaïlande. Le Burma Lawyers' Council (Conseil des avocats birmans) est une organisation indépendante qui s'est formée en mars 1994 dans les zones libérées de Birmanie [zones échappant au contrôle du pouvoir militaire birman].

Depuis la prise de pouvoir par les militaires en 1962, la corporation des avocats s'est toujours opposée au pouvoir totalitaire. Durant les soulèvements de 1988, les avocats du barreau birman ont activement pris part au mouvement de contestation et multiplié les déclarations et condamnations de la répression et du système judiciaire inique qui en permet la manifestation. Ces critiques ont valu à des avocats et juristes birmans d'être arrêtés et torturés par le SLORC, qui s'employa à faire disparaître les associations de juristes et à réduire au silence les avocats. C'est alors que le BLC fut fondé, avec le souci de reprendre les activités des associations de juristes et de mettre au défi la junte sur les questions légales

Objectifs de BLC

♦Promouvoir les droits de l'homme par la restauration et la défense des droits fondamentaux et démocratiques ainsi que par la formation.

♦Apporter l'expertise légale au mouvement démocrate pour la rédaction d'une constitution alternative birmane et tous les sujets légaux

♦Travailler à l'émergence d'une société civile en Birmanie

Ainsi le *Burma Lawyers Council* oeuvre à la défense des droits humains dans un cadre légal et juridique et ce dans l'optique de promotion de la démocratie en Birmanie. La majorité des membres du comité exécutif sont des experts en droit birman et international et sont également des contributeurs clés au sein de diverses instances du mouvement démocrate birman.

Bénéficiaires :

Le BLC cible toute les composantes du peuple birman (fermiers, soldats, travailleurs, fonctionnaire, propriétaires, intellectuels, politiques) avec un accent particulier mis sur la cause des femmes. L'association dispense des formations théoriques afin de développer la capacité d'analyse et de compréhension du fait juridique dans la crise birmane.

Pôles d'activités :

♦Recherche et documentation juridiques : activité fondamentale de BLC qui comprend l'élaboration de formations sur des sujets donnés, aide à la formulation de campagnes publiques, aide aux individus ou à des groupes de personnes dont les droits ont été violés par les autorités gouvernementales

♦Forum sur les questions légales par la publication d'un bulletin d'information trimestriel « LawkaPala » sur les problèmes birmans d'ordre légal et politique incluant les questions liées à la justice transitionnelle, à la résolution de conflit, aux réformes constitutionnelles, à la loi martiale, à l'établissement d'un véritable système fédéral, aux réfugiés, à l'indépendance judiciaire…

♦Rédaction d'une Constitution alternative en conformité avec le droit international et les principes démocratiques.

♦Assistance juridique

♦Réflexions sur le système judiciaire birman et son utilisation par le pouvoir militaire comme instrument d'oppression

♦Assistance pour l'amélioration de la justice dans les zones ethniques en apportant une expertise légale sur les lois locales et les coutumes judiciaires des organisations ethniques

♦Plaidoyer, formation et sensibilisation des leaders locaux aux questions droits de l'homme et démocratie.

Pour plus d'informations : http://www.blc-burma.org/

Projecteur sur...

Manon Ott et Grégory Cohen, photographes et auteurs de Rêves Sous Surveillance

Manon Ott et Grégory Cohen se sont rendus six fois en Birmanie et ont passé 6 mois sur la frontière birmano-thaïe entre 2003 et 2007 afin de réaliser des entretiens et un documentaire photographique sur le quotidien des birmans sous cette dictature.

Parlez-nous de votre rencontre avec la Birmanie

Centre de Rangoon, 2006
Grégory Cohen

Première rencontre, premier séjour en 2003, à l'époque la Birmanie est absente des débats en France. On en parle peu, voire pas du tout. Quelques rencontres, des lectures, en particulier Dossier noir Birmanie d'Alan Clements, avaient fait naître l'envie, forte, de mieux saisir la réalité de ce pays. Lors de ce séjour, nous espérions réaliser un premier reportage photo sur cette situation. Mais celui-ci peine à aboutir : tout est fait pour donner l'impression d'un décor paisible. Ce qui se donne à voir, de prime abord ne rend pas compte de la réalité de la dictature militaire, c'est un décor de carton pâte, des paysages somptueux des pagodes dorées, des sourires de politesse rien ne laisse transparaître l'oppression quotidienne. La peur scelle les lèvres des gens que nous rencontrons. Cette peur est intégrée, elle fait partie des réflexes quotidiens.

Nous insistons, prolongeant le séjour et nous faisons de belles rencontres. Aye mia, l'artiste, Ludu Sein Win, un écrivain célèbre, des étudiants, des moines, des travailleurs aussi. Des liens, de l'intimité se créent, propices aux confidences et peu à peu certains s'ouvrent à nous. Ainsi Ludu Sein Win, nous confie comment il multiplie les subterfuges pour contourner la censure, utilisant quinze noms de plumes et recourant aux métaphores et autres figures de style pour parvenir à dire l'interdit. Malgré de longs séjours en prison, il est pour lui vital de ne pas céder à la peur et de continuer à écrire pour son peuple. Pourtant il admet que ce sont parfois ses libertés les plus « intimes » qui lui échappent. « Ils voudraient même contrôler nos pensées » dit-il. Le peuple birman connaît une surveillance de tous les instants et pour cause, Habillés « en civil », ceux que les birmans appellent les M.I (Military Intelligence) étaient partout - dans chaque bar à thé, dans chaque hôtel et même dans chaque pagode. Les birmans qui exposent des « points de vue négatifs » sur leur pays risquent la torture et plusieurs années de prison.

Le courage de ces personnes nous a ému et nous a donné envie de revenir. Nous avions le sentiment déjà que notre projet partirait de ces rencontres. Mais se rendre en Birmanie avec l'envie de rendre compte des réalités d'une dictature n'est pas chose aisée. Les visas de journalistes pour entrer dans le pays sont délivrés au compte-goutte et à condition bien sûr d'éviter tout sujet qui fâche. Cette solution oblige en plus à séjourner dans le pays en compagnie d'un guide officiel. Cependant avec la montée du tourisme, il est devenu plus facile de se fondre dans la masse d'étrangers qui ne manquent pas de voyager avec leur caméra ou appareil photo.

Comment est né le projet Rêves Sous Surveillance ? Il est multiforme, des images naturellement mais aussi des mots… pour dire les maux de la Birmanie ?

Oui, le désir de rendre compte de la situation politique a rapidement fait place à l'envie de privilégier l'aspect humain et personnel du vécu sous dictature, et cela devait aussi passer par une place accordée à la parole, au témoignage. Nous avons passé beaucoup de temps à écouter et à recueillir des histoires. Bien entendu, dans la collecte de ces témoignages, il était vital de préserver l'anonymat pour des raisons de sécurité, c'est la raison pour laquelle certains des noms mentionnés dans Rêves sous surveillance ont été changés.

En parallèle, un autre projet a émergé de notre expérience birmane, celui d'un reportage photographique sur le quotidien. Inspirés par ces récits, nous avons glané dans le paysage urbain de ce pays et dans certaines zones périphériques ou zones de conflit (Etat Karen,…), des indices, des scènes, des regards ou des attitudes qui expriment notre propre ressenti vis à vis de ces histoires birmanes.

Et puis plus tard, nous avons été rejoints par Mathieu Flammarion, un peintre et dessinateur qui connaissait très bien la situation en Birmanie car lui-même s'était engagé depuis plusieurs années auprès d'associations comme Info Birmanie. Ses dessins auxquels s'ajoutait un travail de collage à partir de documents d'archives tels que des extraits du New Light of Myanmar (journal de propagande de la junte militaire) visaient à essayer de décrypter les rouages de cette dictature.

Vous avez tous les deux travaillé dans des ONG à la frontière, qu'a apporté de plus cette expérience à votre projet ?

Nous sommes partis six mois au total sur la frontière birmano-thaïlandaise au Nord de la Thaïlande où se situent à la fois des camps de réfugiés birmans et karens mais aussi de nombreuses associations birmanes de réfugiés politiques. Là-bas, nous avons pu collaborer entre autres avec une association d'anciens prisonniers politiques (l'AAPP). Ces rencontres et la confiance établie avec les personnes avec qui nous avons travaillé là-bas nous ont beaucoup aidé dans notre projet. Beaucoup d'entre elles n'avaient pas revu leur famille restée en Birmanie depuis des années. Quand nous repartions à Rangoon ou Mandalay, nous étions alors chargés de faire le lien en apportant des lettres à la famille ou aux amis. Être introduits de cette façon fut essentiel pour continuer à recueillir des témoignages en Birmanie et pour rassurer les personnes qui acceptaient de parler. Les risques encourus par ceux qui témoignent et dénoncent le régime est si grand qu'instaurer un climat de confiance et multiplier les précautions étaient indispensables pour ne pas les mettre en danger.

Au Nord de la Thaïlande, nous avons aussi recueilli des témoignages et photographié le quotidien dans les camps de réfugiés. Bien que les conditions de vie y soient toujours très difficiles, là bas, on se livrait à nous plus facilement. Et de part et d'autres de cette frontière, ce qui ressortait de ces témoignages c'était toujours ce désir d'enfin retrouver la liberté, de « vivre en paix » et d'en finir avec ce régime militaire qui sévit depuis 1962.

(La suite page suivante)

Projectem sur...

Vous avez créé une association, *Les yeux dans le monde*, vous pouvez nous en parler ?

L'association *Les yeux dans le monde* a été crée en 2003 pour encourager des débats citoyens, et ce à travers l'expression artistique. Elle organise régulièrement des expositions, conférences et projections de films. S'est joint à la photographie d'autres formes d'expression artistiques comme le cinéma, le dessin ou la création sonore avec toujours comme démarche commune un approche documentaire. Dans une époque saturée d'audio-visuel, les images sont à penser. Notre projet est donc parti d´une réflexion sur le pouvoir évocateur des images et des formes artistiques, sur leur aptitude à interroger nos sociétés. Et, en retour, sur leur capacité à créer des liens et de la conscience politique.

Mandalay, 2005
Manon Ott

Dix mois après la Révolution safran, dont la répression sanglante avait ému le monde entier, *les yeux dans le monde* a organisé à Paris une exposition. Quelques performances d'artistes avaient alors frappé les esprits. Il s'agissait d'un des premiers Festivals artistiques accueillant des artistes performeurs birmans à Paris. Nous y avons présenté des films, une exposition, des débats et des performances. Même si c'était de manière indirecte, chacun des artistes invités abordait des questions politiques dans son travail. Les artistes birmans avaient 'carte blanche'. L'un d'eux était un ancien prisonnier politique. Sa représentation nous parlait de son expérience en prison et des moyens de lutter contre la folie dans ces conditions. Un autre artiste a voulu parler de la situation des minorités ethniques en Birmanie. Il était allongé au sol tandis que des photographies de paysages de jungle étaient projetées au dessus de lui. Il scandait un texte qui parlait de la fuite, de la persécution que connaissent les femmes des minorités ethniques par les soldats de l'armée birmane, des viols dont elles sont victimes. Sa représentation était basée sur des témoignages de femmes karens. La violence ou la souffrance qui se dégageaient de certaines de ces représentations a ébranlé le public, dérangé même parfois d'après les retours que l'on a pu avoir. Lorsque l'on interroge ces artistes sur cette violence, ils répondent « ces souffrances sont réelles dans mon pays. En tant qu'artiste, je me dois d'en témoigner. »

Nous avons aussi projeté le film d'un jeune cinéaste birman. Ce documentaire, censuré en Birmanie, donnait à voir lui aussi le sentiment d'enfermement et de stagnation vécu par la population. On y voit notamment une série de plans très forts sur la ville de Rangoon en friche, en même temps que le parcours d'un artiste qui essaye de sortir d'un labyrinthe qu'il construit lui-même. Indirectement, l'auteur voulait nous parlait du désir de liberté qu'est celui des Birmans et de la nécessité de trouver une « voie » pour sortir de la situation actuelle.

Quels sont vos livres, documentaires ou autres en préparation ?

La 4ème édition du festival ItinErrance aura lieu début juin aux Voûtes. Avec au programme notamment une nuit baptisée « Nuit vers l'Est » où des expériences sensorielles seront proposées.

Festival ItinErrance : 5,6,7 juin 2009
Les Voûtes : 19, rue des Frigos
75013 Paris

Actuellement, nous travaillons aussi sur un long-métrage documentaire en Inde autour du fleuve *Narmada* où le gouvernement indien vient d'achever la construction du plus grand complexe de barrages au monde. Ces barrages, construits « au nom du développement » ont entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes, nous allons donc descendre ce fleuve en cours de transformation à la rencontre de ses habitants et en essayant de documenter les imaginaires et croyances qui cohabitent et s'opposent autour de la Narmada, en tentant de raconter ce que ce conflit nous dit des changements à l'oeuvre dans nos sociétés...

Que peut faire le citoyen français pour soutenir la cause birmane ?

Aung San Suu Kyi a souvent employé une très belle phrase en appelant aux soutiens extérieurs : « Utilisez vos libertés pour promouvoir les nôtres ». Aussi plusieurs actions sont entreprises à travers le monde. Des associations anglaises et américaines sont très actives sur le sujet. En France, Reporters Sans Frontières, Amnesty International, Info Birmanie mènent un important travail pour défendre les droits des journalistes birmans et condamner leurs arrestations. Ces associations ont besoin du soutien de tous. Plusieurs personnalités médiatiques comme Jane Birkin sont aussi engagées dans ce combat.

Pour en savoir plus : www.lesyeuxdanslemonde.org ; www.projet-birmanie.com

Rêves Sous Surveillance

Editions Autrement, 176 pages, mai 2008

La société civile birmane connaît l'oppression de la dictature militaire depuis quarante ans. Dans un univers répressif ubuesque, la survie et la résistance des esprits sont devenues une culture intime et nationale au fil des générations.

Cet ouvrage original met en forme une série de rencontres avec des citoyens birmans qui racontent leurs " rêves sous surveillance ": des artistes, des journalistes, des écrivains qui, sur place ou en exil, inventent une protestation camouflée, des moines, des commerçants, des habitants qui témoignent de leurs conditions de vie et de leurs parcours depuis 20 ans. Différentes voix forment le récit : photographies, témoignages, portraits, illustrations et collages. Ces formes d'expression reconstituent l'univers de la répression et de la censure qui forme la toile de fond du voyage.

Vous pouvez vous procurer Rêves Sous Surveillance dans toutes les bonnes librairies (prix public de 25 €) mais également auprès d'Info Birmanie. Une partie des recettes de la vente revient à notre association, ce qui nous permet de mener à bien nos activités, et de développer de nouveaux projets.

Partenariat

Cartes Postales 'Birmans du Myanmar'

Le photographe Pierre TORSET et Info-Birmanie se sont rapprochés pour développer un projet à la fois artistique et militant, avec la volonté mutuelle de sensibiliser à la situation en Birmanie, et œuvrer à changer cette situation.

L'aboutissement est une gamme de 8 cartes postales, inspirée de la série photographique noir et blanc "Birmans du Myanmar", chacune des cartes reprenant des thèmes forts liés aux Droits de l'Homme et à la situation en Birmanie.

La série « Birmans du Myanmar » a été effectuée durant un séjour de 2 mois en Birmanie. Ces photographies ont été réalisées avec un appareil-photo Rolleiflex bi-objectifs. Cet appareil a eu l'avantage sur place de susciter l'intérêt et de favoriser le contact, sans jamais inquiéter ou « agresser ». Il confère à son utilisateur un statut à part, qui n'est ni celui du touriste, ni celui du reporter. La question morale de la pratique photographique tient ainsi une place importante dans cette démarche.

En achetant les cartes postales 'Birmans du Myanmar', vous contribuez à faire connaître le pays et ses problématiques et à diffuser ces messages de façon originale ; de même, vous soutenez Info-Birmanie qui touche 50% des bénéfices de la vente de chaque carte.

Plus d'infos sur le site web d'Info Birmanie (www.info-birmanie.org), ainsi que sur un site dédié à cette opération: www.photos-birmanie.com/

Passons à l'action!

Campagne pour la libération des prisonniers politiques birmans

Mobilisez-vous ! Signez la pétition et faites-la connaître autour de vous !!!

Le mois dernier nous vous avons présenté la nouvelle campagne mondiale en faveur de la libération des 2.100 prisonniers politiques. Elle a été lancée le 13 mars 2009, et plus de 175 organisations de 25 pays se mobilisent pour récolter 888.888 signatures avant le 24 mai 2009, date à laquelle devrait être levée légalement l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi. Les 888.888 signatures doivent faire écho à la date du 8/8/88 lorsque la junte militaire a violement réprimé un soulèvement populaire réclamant l'instauration de la démocratie.

L'objectif de cette campagne est d'alerter la communauté internationale sur le problème des prisonniers politiques en Birmanie, et d'inviter le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à faire de la libération des prisonniers politiques birmans sa priorité.

La campagne est d'ores et déjà un succès : plus de 500 signatures en France en trois semaines, et près de 300.000 à travers le monde ! Joignez votre voix à celle des milliers de citoyens dans le monde qui demandent la libération d'Aung San Suu Kyi et de ses compatriotes, et signez la pétition à l'intention de Ban Ki-moon sur le site d'Info-Birmanie : www.info-birmanie.org

Aidez-nous à faire connaître cette campagne !

- En invitant vos proches et vos élus locaux à signer la pétition;
- En distribuant autour de vous la brochure de campagne en version papier;
- En publiant un lien vers la campagne sur votre blog ou dans votre signature d'emails

74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre »
Aung San Suu kyi

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des évènements culturels.

Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contacter Flore ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr